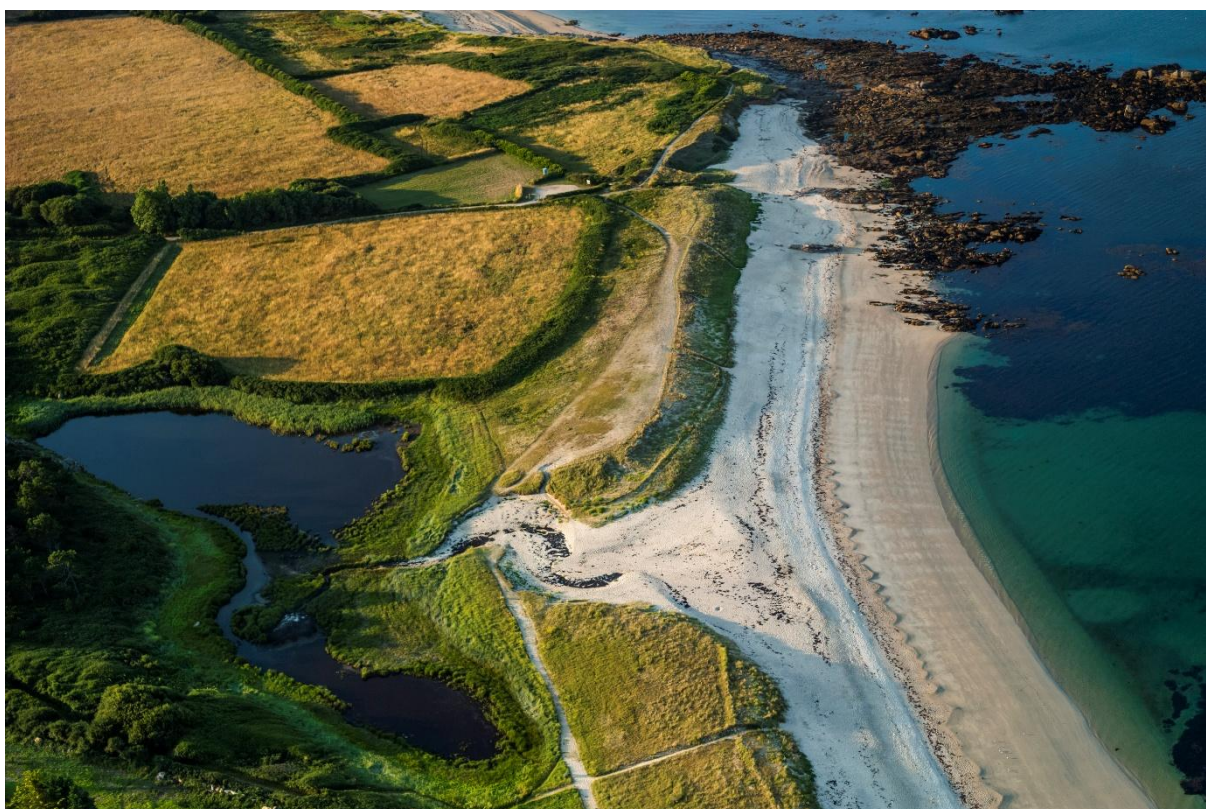


**Travaux de démolition et de renaturation
Site des Dunes et étangs de Kerouiny
Commune de Trégunc (29)**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)



Contexte

Les habitats terrestres littoraux et intertidaux souffrent sur le site Natura 2000 d'une pression constante de piétinement et écrasement, liée aux emprises au sol des constructions et aménagements sur site, ainsi qu'aux usages directement associés : constructions définitives ou temporaires, aires de stationnement, zones de dépôt ou stockage de matériel/matériaux, zones de campings, aires de jeux... Les impacts potentiels de ces pressions sont connus : perte sèche d'habitats et d'espèces par l'urbanisation, écrasement ou étouffement des espèces par stockage de matériaux, assèchement par remblaiement etc. Il convient de limiter ou adapter, sur les habitats sensibles ou visiblement affectés, les emprises au sol et les usages directement associés. Par ailleurs, ces occupations et usages des sols sur le site Natura 2000 sont autant de sources potentielles de dérangement pour l'avifaune terrestre et intertidale.

Le Conservatoire du littoral vient d'acquérir une série de parcelles sur le site des « Dunes et étangs de Kerouiny », commune de Trégunc, dans le Finistère. Des maisonnettes, cabanons et des dépendances se trouvent sur ces parcelles depuis plusieurs dizaines d'années. Des plantations exogènes liées à l'usage de ces terrains de loisirs y sont également présents.

Dans le cadre de sa mission de renaturation des espaces naturels, le Conservatoire du littoral souhaite supprimer ces installations et la végétation attenante introduite, afin de restaurer l'espace en bordure de site.

Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre de l'opération :

La délégation de rivages Bretagne du Conservatoire du littoral.

Objet du cahier des charges :

La présente consultation comprendra les opérations suivantes :

- Démolition de toute construction présente (cabanons, dalles béton, portail, clôtures...) et évacuation des matériaux, y compris les déchets aux abords et à l'intérieur des installations



Attention : les bâtiments comprenant des matériaux amiantés (cf rapport en annexe 2), l'entreprise devra impérativement disposer des qualifications nécessaires, ou devra faire appel à une entreprise compétente pour la dépose des matériaux amiantés, conformément à la législation en vigueur (qualifications exigées lors de la remise des offres).

- Arrachage et évacuation de la végétation introduite et invasive.
- Ramassage des déchets au sol.
- Broyage de la parcelle en vue d'une conversion en prairie naturelle.

Localisation de la zone objet du présent cahier des charges :

Commune de Trégunc :

- Parcelle AP 121
- Parcelle AP 276
- Parcelle AP 301

(Voir cartes de localisation en annexe)

Conditions d'intervention et précautions particulières

Prescriptions techniques

Du fait du statut de zone naturelle protégée et en site Natura 2000, les conditions suivantes devront être impérativement respectées :

- Les lieux devront être laissés propres.
- Il sera apporté la plus grande attention à toutes les interventions et à tous les niveaux d'exécution. Une exigence particulière sera demandée pour les travaux de finition qui devront être parfaits à l'œil. Une remise en état à l'initial sera opérée en cas de dégradation, au frais de l'entrepreneur.
- Les travaux pourront avoir lieu entre janvier et mars ou entre septembre et décembre.

L'entrepreneur prendra toutes les précautions réglementaires pour sécuriser le chantier pendant la durée des travaux et en interdira, au besoin, son accès. Une visite préliminaire du site sera effectuée avant le démarrage des travaux pour établir un état des lieux sommaire. Un état des lieux contradictoire sera effectué en fin de chantier.

Les dégâts éventuels constatés seront restaurés par l'entreprise à ses frais et sans délai.

(DT en annexe)

Matériels

Le matériel utilisé sera adapté au travail en espace naturel et des précautions particulières seront demandées aux entrepreneurs dans le souci de préservation du site.

L'utilisation d'une huile de chaîne biodégradable est obligatoire pour les travaux d'abattage.

Le matériel utilisé par l'entrepreneur pour l'évacuation des matériaux et de végétaux aura une pression au sol la plus basse possible pour diminuer le marquage au sol. Il est demandé d'utiliser pour cette étape un tracteur avec remorque agricole ou équivalent.

Descriptif des travaux

Toutes les installations présentes seront démolies / déconstruites et évacuées : Maissonnette, appentis, cabanon, sanitaire, tonnelle, dalle, clôtures... La démolition sera complète jusqu'à l'élimination des débris de verre et de plastique présents.



Attention, des plaques en fibrociment amianté sont présentes sur le poulailler.

Les éventuelles fosses présentes sur le terrain seront démontées et comblées, après leur purge si besoin.

Les éventuelles surfaces empierrées seront évacuées.

Les déchets contenus à l'intérieur et aux abords des installations seront évacués lors de l'opération.

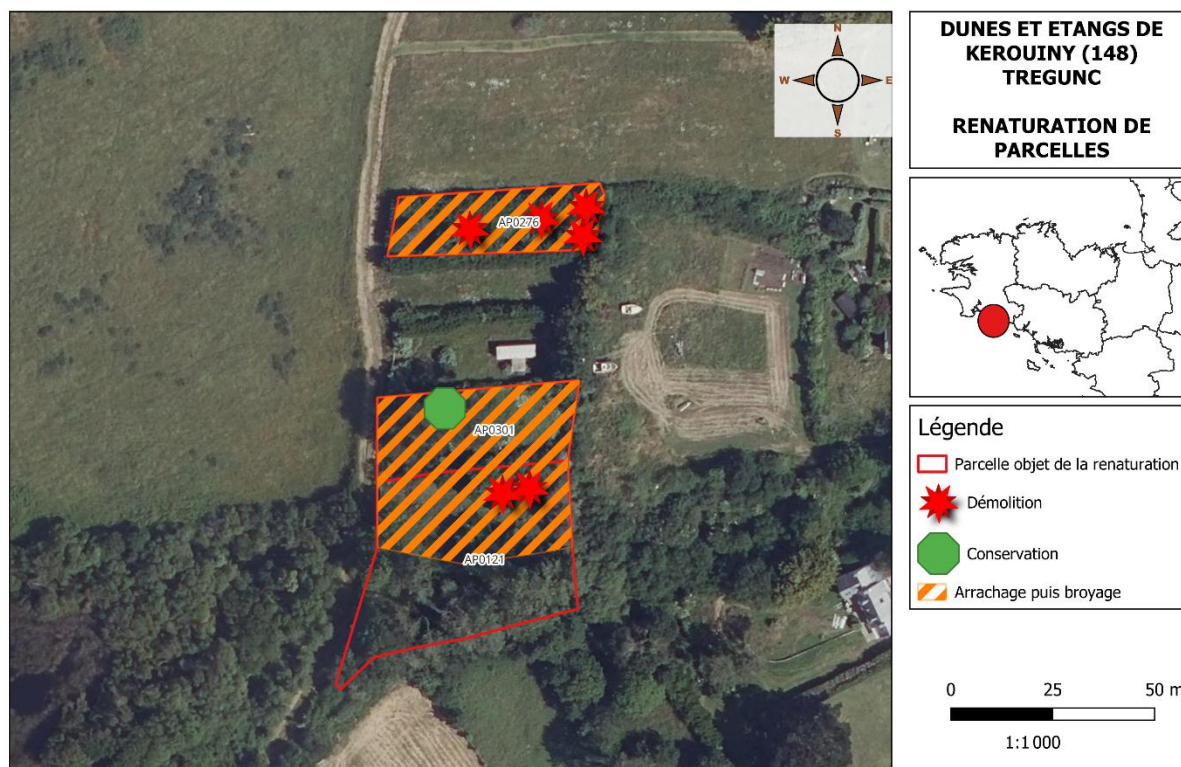
Les plantes invasives et/ou exogènes seront coupées, déracinées et évacuées.

Les pins maritimes, cyprès seront conservés.

Un broyage avec exportation des parcelles sera réalisé afin de favoriser la reprise d'une prairie permanente.

Tous les produits issus de cette opération seront exportés et mis en dépôts réglementaires selon leur catégorie.

Le plan ci-dessous cartographie l'ensemble des interventions.



A l'issue des travaux, les environs des zones concernées seront nettoyés manuellement de tout débris ou matériaux, de manière à être propre à l'œil et le sol sera régalié grossièrement de manière à retrouver le niveau et le relief environnant.

L'entreprise devra impérativement préciser lors de sa proposition, les filières utilisées pour l'évacuation des déchets et/ou la valorisation du bois.



Attention : les bâtiments comprenant des matériaux amiantés (cf rapport en annexe), l'entreprise devra impérativement disposer des qualifications nécessaires, ou devra faire appel à une entreprise compétente pour la dépose des matériaux amiantés, conformément à la législation en vigueur (qualifications exigées lors de la remise des offres).

Les certificats réglementaires de suivi et de mises en dépôts adaptés seront fournis au Conservatoire à la fin de l'opération de telle manière que sa responsabilité ne puisse être engagée.

ANNEXE – CARTOGRAPHIE DES PARCELLES

